

Réunion d'information du 6 décembre 2019



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde
Service Risques et Gestion de Crise

Introduction

Introduction

Il n'y a pas que les digues pour protéger la population de votre territoire !

Connaissance

Information
préventive
culture
du risque

Maîtrise
de l'urbanisation
en zone de risque

Corollaire à la solidarité
nationale en cas de sinistre
(système Cat-Nat)

- **Retrait stratégique**
(plus d'exposition permanente
de personnes)
- **Plan d'évacuation (PCS)**
- **Protection rapprochée (Batardeaux)**
- **Travaux de diminution
de la vulnérabilité du Bâti**

Travaux
de mitigation

Prévision
Surveillance
et l'alerte

Préparation
à la gestion
de la Crise

Gestion
après-crise
et retours
d'expérience

Introduction



Les questions à se poser

Quels sont les ouvrages avec le + d'intérêt pour la protection des populations ?

Dans quel état sont ils ?

Quel niveau de protection peut-on assurer et pour quel coût ?

Combien de personnes seront réellement protégées ?

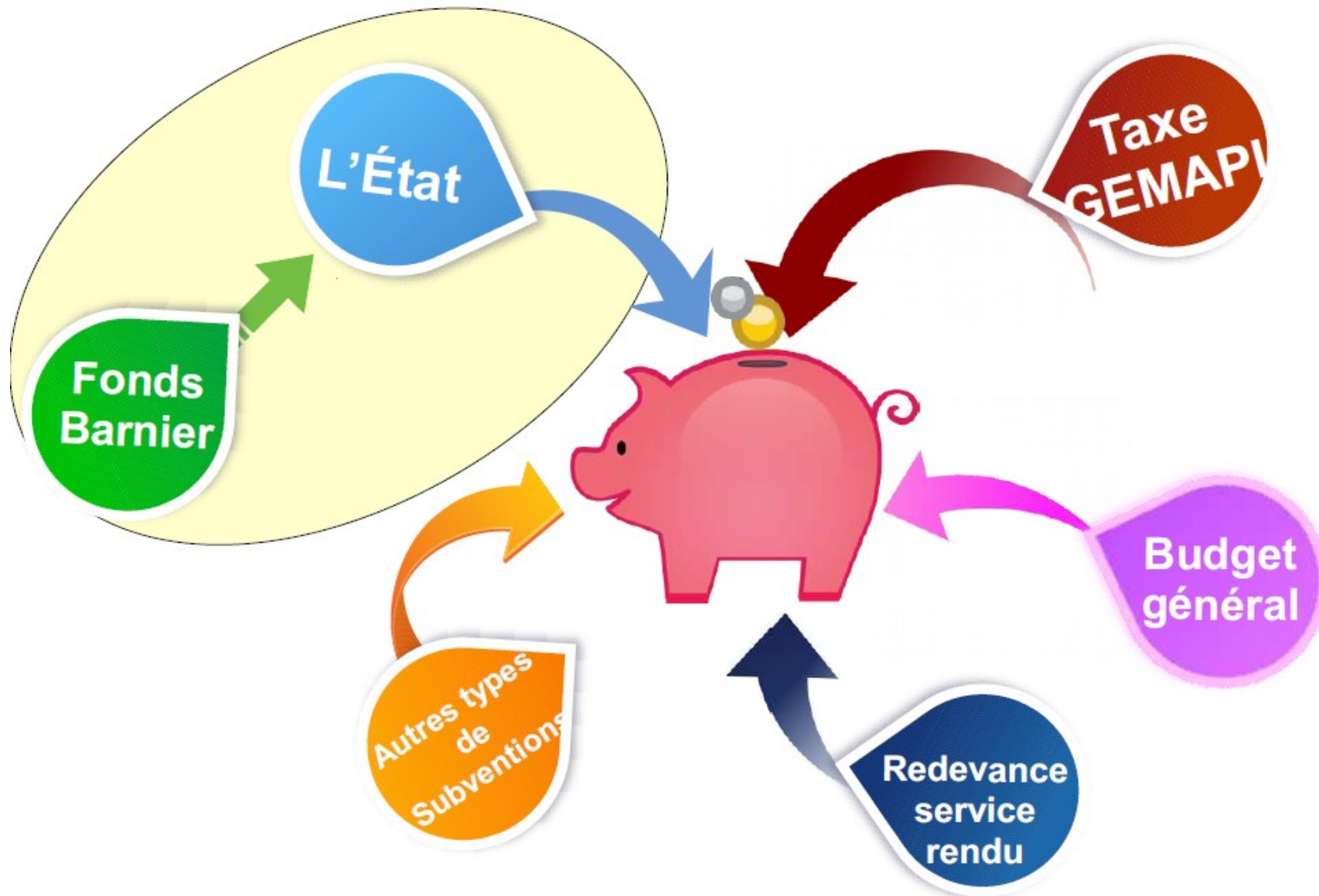
Quelles alternatives au classement ?

- **Ouvrage trop coûteux à consolider ?**

Le niveau de protection peut être abaissé y compris sur un ouvrage existant afin de ne pas générer des travaux de réfection important : la zone protégée est alors mise à jour en conséquence.

Quel financement ?

Le financement de la GEMAPI



Introduction

Financement Etat

**Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs
(FPRNM)**



Dans le cadre d'un PAPI ?

Oui

Non

Financement des études, investigations et travaux*

*Taux d'aide différents selon qu'un PPRN est prescrit ou approuvé notamment pour les travaux

** pas de financement de travaux hors classement en système d'endiguement d'où obligatoirement un gestionnaire adoc de celui-ci

*** pas de financement des travaux de gestion et d'entretien



Financement POSSIBLE des Études De Dangers (EDD)**

**A hauteur de 50 % maximum

**Maîtrise d'ouvrage doit être assurée par une collectivité territoriale

****Existence impérative d'un PPR prescrit ou approuvé**

Financement POSSIBLE de certains travaux de confortement sans hausse du niveau de protection sur le système d'endiguement jusqu'à 2 M€

Les Programmes d'actions des inondations ?

Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation **à une échelle hydrauliquement cohérente** en vue de **réduire leurs conséquences dommageables** sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Outil de **déclinaison opérationnelle des stratégies locales**, explicites et partagées, de gestion des inondations **sur un bassin de risque cohérent**.

Les PAPI sont **portés par les collectivités** territoriales ou leurs groupements. Ils permettent de **mobiliser et coordonner** les maîtres d'ouvrages des différentes actions (EPCI, Communes, Syndicats, Département, État ...)

Le Porteur de PAPI est un **ensemblier** qui doit prendre en charge l'animation du PAPI.

Outil de **contractualisation entre l'État et les collectivités**. Optimise et rationalise les moyens publics mis à disposition pour la réalisation des programmes



Les Programmes d'actions des inondations

Le PAPI comprend 5 (PAPI d'intention) à 7 axes (PAPI complet) :

Axe 1 : Amélioration de la connaissance et conscience du risque

Toutes études de connaissance du risque

Actions de communication -Pose de Repère de crues

Etudes en vue de l'élaboration d'un schéma d'aménagement global permettant de réduire la vulnérabilité de l'ensemble du territoire

Axe 2 : Surveillance et Prévision des crues et des Inondations

Quel système d'alerte crue sur mon territoire ?

Axe 3 : Alerte et Gestion de Crise

Aide à l'élaboration et à l'harmonisation des PCS

Plan de continuité d'activité des services publics

Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Axes 6 et 7 : Gestion des écoulements et des ouvrages de protection hydraulique (actions de travaux)

La capacité technique et financière du porteur, **l'équilibre entre les axes**, la justification et la gestions des aménagements, la cohérence avec les autres politiques publiques, la concertation et **les modalités de financement seront examinées**

Les PAPI et le financement des travaux

- **PAPI d'intention (2 ans)**



- **PAPI complet (6 ans)**

PAPI d'intention prépare le PAPI complet : programme d'études permettant d'établir, à terme, un diagnostic approfondi, une stratégie et un programme complet d'actions.



Les études du PAPI d'intention préparent les travaux prévus dans le PAPI ; Elles doivent permettre

- de s'assurer de la faisabilité tant technique que réglementaire ou opérationnelle des travaux programmés dans le PAPI ultérieur et **définir un coût réaliste de ces derniers**.
- de justifier de l'intérêt des travaux proposés (justification économique notamment, premiers impacts environnementaux)
- **Un niveau d'étude au moins avant-projet est fortement recommandé**

Un programme de travaux équilibrés sur les 7 axes
Les dernières études nécessaires aux travaux et les travaux

Chaque action **travaux** fera l'objet d'une fiche qui décrira :

- l'action envisagée, sa justification, les financeurs de l'action et le taux de financement sur lequel ces financeurs peuvent s'engager par rapport au montant total de l'action.
- le calendrier de l'action concernée et précisera **les résultats escomptés de l'action (niveau de protection notamment)** ainsi que les indicateurs de suivi et/ou d'évaluation qui seront utilisés.

Le programme d'actions inclura une partie **dédiée à la planification des travaux et des démarches administratives**, notamment patrimoniales et environnementales, et techniques, permettant d'anticiper l'ensemble des démarches préalables, **de s'assurer de la faisabilité du programme dans les délais impartis** et d'identifier les facteurs de risque dans la conduite du projet de PAPI.

Il devra permettre de vérifier pertinence socio-économique via l'analyse multicritères (AMC) ou l'analyse coût-bénéfice (ACB), pour les aménagements et travaux structurels nécessitant un investissement important ;

Une analyse de variantes devra être réalisée par le porteur de projet et intégrée à l'analyse coût-bénéfice (ACB) dans le cas où la valeur actualisée nette (VAN).

Il devra également permettre de vérifier la qualité des travaux projetés et leur efficacité dans le temps (cohérence avec EDD - obligation d'intégrer **les coûts prévisibles relatifs à la gestion, la surveillance et l'entretien annuel de l'ouvrage**)

Les justifications à apporter seront à proportionner en fonction de la nature des travaux, de leur importance, de leurs impacts respectifs et cumulés. Dans tous les cas, le diagnostic du territoire devra permettre de justifier le choix des actions et leur priorisation

Une AMC doit obligatoirement être réalisée quand le coût total d'un groupe d'opérations structurelles cohérentes d'un point de vue hydraulique est supérieur à 5 M € hors taxes.

Pour les groupes d'opérations structurelles cohérentes d'un point de vue hydraulique d'un montant compris entre 2 M € et 5 M € HT, seule l'ACB est obligatoire (les autres critères de l'AMC sont facultatifs).

Pour les groupes d'opérations structurelles d'un montant inférieur à 2 M € HT, une justification économique des travaux sera prévue, en évaluant le montant des investissements par habitant protégé, ainsi que le montant des investissements rapporté aux montants des dommages estimables et/ou constatés par le passé.



Merci de votre attention

**Pour nous contacter et plus de
renseignements :
ddtm-srgc@gironde.gouv.fr**

**francoise.rose@gironde.gouv.fr
julien.sicot@gironde.gouv.fr
magali.parat@gironde.gouv.fr**